MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 3 au 10 septembre 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine 2
En bref 2
Actualités macroéconomiques 2
CONJONCTURE 2
MARCHE DU TRAVAIL 3
FINANCES PUBLIQUES 4
FISCALITE 4
Actualités commerce et investissement 5
COMMERCE 5
INVESTISSEMENT 5
Actualités financières 5
REGLEMENTATION FINANCIERE 5

Le chiffre de la semaine

Selon l'ONS, le taux de chômage est estimé à 4,1 % de la population active âgée de plus de 16 ans, sur le trimestre de mai à juillet 2024. Au trimestre précédent, il s'élevait à 4,4 %. Toutefois, les statistiques du marché du travail doivent être interprétées avec précaution, du fait d'une forte volatilité dans les estimations depuis quelques trimestres. *Voir détails en page 4.*

LE CHIFFRE À RETENIR

4,1 %

En bref

L'agence de crédit-export britannique (UKEF) et son homologue chilienne (CORFO) annoncent un partenariat afin de soutenir la production et les exportations d'hydrogène vert ; initiative s'inscrivant dans l'ambition de soutenir le secteur au travers du *National Wealth Fund* annoncé en juillet.

L'agence de crédit-export britannique (UKEF) apporte son soutien à l'entreprise Expert Technologies Group dans le cadre d'un contrat signé avec un équipementier automobile espagnol (SEBN).

Le Royaume-Uni suspend une trentaine de licences d'exportation, notamment d'armes légères, vers Israël en raison d'allégations de violation de droit humanitaire sur la bande de Gaza.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

L'indice PMI Composite (final) a été révisé positivement à 53,8 pour le mois d'août. Après une première estimation à 53,4 et des attentes initiales à 52,9, les indices des directeurs d'achats semblent indiquer que l'activité croît à un rythme plus soutenu qu'anticipé (le plus fort depuis avril 2024). Le chiffre reflète la bonne performance du secteur des services, en expansion pour le dixième mois consécutif, dont le PMI s'établit à 53,7 (après 52,5 en juillet) – au-dessus de la première estimation (53,4). Il reflète aussi la bonne performance du secteur manufacturier, dont le PMI n'avait pas été révisé. Un indice supérieur à 50 témoigne d'une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 en traduit une contraction.

L'indice PMI régional de l'activité des entreprises par NatWest témoigne d'une expansion dans toutes les régions britanniques au mois d'août. Si l'indice PMI a crû jusqu'à 53,8 en août au Royaume-Uni, il a bien traduit une expansion dans toutes les régions du pays, pour la première fois depuis mai. La décomposition régionale de l'indice permet de constater que les douze régions ont connu une hausse de l'activité de leurs entreprises. En tête, l'Irlande du Nord (55,7) et le Sud-Est (55,1) ont enregistré la hausse mensuelle la plus importante. A l'inverse, le rythme d'expansion a été plus calme au Nord-Est (51,2) et au Pays de Galles (51,5).

Les ventes au détail ont crû de 1,0 % (g.a.) au mois d'août, selon British Retail Consortium (BRC). Après un léger rebond de 0,5 % en juillet, les ventes au détail connaissent une expansion en valeur en août, en partie grâce à la météo estivale et les achats alimentaires associés. Dans le même temps, l'inflation des prix en magasin mesurée par le *BRC Shop Price Index* est entrée en territoire négatif pour la première fois depuis trois ans, indiquant une déflation de 0,3 % en août (après +0,2 % en juillet). L'évolution de l'indice est surtout tirée par les prix des biens non-alimentaires (-1,5 %).

L'enquête du panel des décideurs de la Banque d'Angleterre d'août révèle une baisse des anticipations d'inflation et un relâchement des tensions sur le marché du travail. Les anticipations de hausse de l'indice des prix à la production (IPP) à un an ont diminué à 3,6 % en août (après 3,7 % en juillet). Partant d'un IPP en hausse de 4,0 % en août en glissement annuel, les entreprises s'attendent donc à une chute de 0,4 pt sur l'année à venir. Les anticipations de hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) à un an sont, quant à elles, restées inchangées (2,7 % en août comme en juillet), et sont au même niveau que les anticipations à trois ans. En outre, les entreprises déclarent une hausse annuelle de l'emploi de 0,7 % sur le trimestre glissant jusqu'à août (contre 0,9% en juillet), et s'attendent à une hausse de 1,0 % en août 2025. Enfin, la croissance des salaires attendue pour l'année à venir est tombée à 4,1%, soit 1,7 pt en dessous du niveau actuel de 5,8%.

L'indice des prix de l'immobilier de Halifax augmente et atteint un niveau record en août, du fait de la baisse du taux directeur de la Banque d'Angleterre. Avec une légère hausse de +0,3 % en variation mensuelle (après +0,9 % en juillet), le prix moyen d'une maison au Royaume-Uni atteint 292 505 £ en août. Cela représente une hausse annuelle de 4,3 %, la plus forte depuis novembre 2022. Le marché a réagi immédiatement à la baisse du taux directeur de 25 points de base le 1er août, quand la Banque d'Angleterre fait part d'une forte hausse des approbations de prêts hypothécaires. L'indice a particulièrement crû en Irlande du Nord (+9,8 % en g.a.), comme au Pays de Galles (+5,5 %). Si les prix à Londres n'ont que peu augmenté sur l'année (+1,5 %), ils demeurent à un niveau presque deux fois supérieur à la moyenne nationale (536 056 £).

Marché du travail

L'ONS estime le taux de chômage à 4,1 % de la population active âgée de plus de 16 ans, sur le trimestre de mai à juillet 2024. L'économie britannique compte 1,44 millions de chômeurs, soit 74 000 de moins qu'au trimestre glissant précédent, quand le taux de chômage s'élevait à 4,2 %. En revanche, le marché du travail comporte 265 000 employés supplémentaires en variation trimestrielle, ce qui porte l'emploi total à plus de 33 millions d'individus. Dans le même temps, le taux d'inactivité s'établit à 21,9 % (pour les 16-64 ans) – après 22,3 % au trimestre précédent – et le nombre d'emplois vacants aurait fortement baissé à 857 000 (après 899 000 au trimestre précédent). Avec la chute du chômage plus forte que la baisse des emplois vacants, le taux d'emplois vacants par chômeur – témoignant de potentielles pressions à la hausse des salaires – a légèrement augmenté et s'établit légèrement au-dessus de 0,6. Par ailleurs, la croissance annuelle des salaires nominaux demeure élevée, à 5,1% sans et 4,0% avec bonus (après respectivement 6,0% et 5,9% au trimestre précédent). Toutefois, les

statistiques du marché du travail doivent être interprétées avec précaution, du fait d'une forte volatilité dans les estimations depuis quelques trimestres.

Les statistiques du marché du travail au niveau régional traduisent une forte hétérogénéité géographique. Au niveau national, le chômage s'établit à 4,1 % de la population active, tandis que le taux d'inactivité est de 21,9 % (pour les 16-64 ans). Pourtant des écarts substantiels se maintiennent entre les régions. En effet, pour ce qui est du chômage, il s'élève à 5,6 % dans le Nord-Est et descend à 2,0 % en Irlande du Nord. L'inactivité monte, quant à elle, à 27,5 % en Irlande du Nord alors qu'elle n'est que de 18,3 % dans le Sud-Ouest. Par rapport au trimestre précédent, le chômage a diminué dans les Midlands de l'Est (-0,7 pt), alors qu'il a parfois fortement augmenté dans les autres régions, surtout dans le Nord-Est (+1,4 pt) et à Londres (+0,4 pt). Enfin, le taux d'inactivité a augmenté dans les Midlands de l'Est (+0,9 pt) et de l'Ouest (+0,8 pt), mais significativement baissé dans à Londres (-2,4 pt) et au Pays de Galles (-1,2 pt).

Finances publiques

Les collectivités locales britanniques (*councils*) font face à un déficit de financement de 4,3 Md£ pour 2025-26, d'où la fragilité des gouvernements locaux à court terme. Selon le syndicat Unison, ce déficit pourrait atteindre 8,5 Md£ en 2026-27 sans mesure urgente du gouvernement national. Cette situation s'explique en partie par une décennie de réductions des financements en termes réels sous les gouvernements conservateurs, mais aussi par l'incapacité de réformer les services de protection sociale pour adultes. Entre 2010 et 2023, les coupes budgétaires ont entraîné la fermeture de nombreux centres communautaires, bibliothèques et toilettes publiques. Certaines autorités locales, comme le conseil du comté du Hampshire, envisagent des mesures drastiques, telles que l'arrêt des services pour sans-abri. Unison met en garde contre la menace d'une crise généralisée des administrations locales, tandis que le gouvernement promet des réformes sans engagement clair sur une augmentation des financements.

Fiscalité

Les producteurs de pétrole et de gaz en mer du Nord risquent de réduire leurs investissements au Royaume-Uni en raison de la pression et de l'incertitude fiscales et réglementaires. Neo Energy a annoncé un ralentissement de ses projets, notamment le développement du champ pétrolier Buchan Horst, à cause de l'absence de clarté sur la fiscalité à venir. La hausse prévue de la taxe sur les superprofits gaziers et pétroliers, qui porterait le taux d'imposition global des activités pétrolières et gazières de 75 % à 78 %, et la révision des déductions fiscales pour les investissements, inquiètent l'industrie. Ces mesures devraient considérablement réduire les avantages fiscaux, passant de 91 £ à 46 £ pour 100 £ d'investissement dans des nouveaux projets. La crainte d'une chute des investissements existe, dans un contexte où la production de pétrole en mer du Nord est déjà coûteuse en comparaison avec d'autres bassins d'extraction.

Dans le futur budget d'automne, Rachel Reeves – Chancelière de l'Échiquier – compte introduire une feuille de route fiscale (*tax road map*) à destination des entreprises britanniques. Afin de créer un environnement stable et prévisible pour les entreprises, de sorte qu'elles soient incitées à investir et favoriser leur croissance, le budget du 30

octobre contiendra une feuille de route en matière de fiscalité. En particulier, Rachel Reeves a confirmé sa promesse de campagne de maintenir le taux d'imposition sur les sociétés à 25% pendant la durée de son mandat.

Selon le *National Audit Office* (NAO), le HMRC *(His Majesty's Revenue and Customs)* ne semble pas avoir de stratégie pour lutter contre l'évasion fiscale des petites entreprises. Chaque année, les petites entreprises sont majoritairement responsables de l'évasion fiscale, à hauteur de 4,4 Md£ par an, en sous-déclarant leurs revenus ou prétendant d'être en faillite pour moins payer d'impôts : en 2022-23, cela représente 81 % de l'évasion fiscale totale. Bien que ces pratiques (sous-déclaration ou dépôt de faillite suivie d'une recréation) coûtent chacune des centaines de millions au gouvernement, le HMRC n'a pas encore de réponse stratégique dédiée à ces formes d'évasion dans le secteur du commerce de détail. Le parti travailliste, au pouvoir depuis juillet, s'est engagé à récupérer 5 Md£ supplémentaires par an d'ici 2029-30 en luttant contre ces pratiques. Le rapport appelle à des contrôles plus stricts et à un travail plus systématique pour réduire cette évasion fiscale.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Les représentants des industries créatives réitèrent leur appel à améliorer les conditions de déplacement pour les artistes britanniques en tournée dans l'UE. Les représentants des industries créatives britanniques ont lancé une nouvelle campagne de lobbying, *Cut the red tape*, afin d'inciter le gouvernement travailliste à travailler avec l'UE pour améliorer les conditions d'accès et de déplacement dans l'Union européenne pour les artistes en tournée. Cette demande figurait dans le programme électoral des travaillistes.

Investissement

Le gouvernement a prolongé deux programmes de soutien à l'investissement des start-ups pour une durée de 10 ans supplémentaires. Le *Enterprise Investment Scheme* (EIS) et le *Venture Capital Trust* (VCT) sont prolongés jusqu'en avril 2035. Ces programmes sont destinés à encourager l'investissement dans les jeunes entreprises par le biais d'incitations fiscales.

Actualités financières

Règlementation financière

Le régulateur des systèmes de paiements (PSR) pourrait abaisser le plafond de dédommagement proposé initialement pour les victimes de fraude, dans le cadre de nouvelles règles prévues en la matière. D'après le *Financial Times*, le PSR compte proposer d'abaisser ce plafond de 415 000 £ à 85 000 £, suite à une importante mobilisation des acteurs du secteur fintech et du gouvernement. Ces derniers avaient exprimé la crainte qu'un tel niveau aurait pu permettre à des criminels d'abuser du système d'indemnisation aux dépens des entreprises fintech les plus petites, n'ayant pas la surface financière pour faire face à de tels dédommagements. L'abaissement du

seuil à 85 000 £ permettrait d'aligner le montant maximal protégé sur celui des dépôts bancaires, mais exposerait les victimes des fraudes les plus importantes à des pertes financières significatives. L'entrée en vigueur de ces nouvelles règles étant initialement prévue pour le 7 octobre, le PSR devra consulter rapidement sur l'abaissement de ce plafond.

L'autorité fiscale britannique (HMRC), lève l'interdiction pour les investisseurs particuliers de détenir des actions fractionnées dans leurs produits d'épargne défiscalisés (*Individual Savings Accounts* ou ISA). D'après le *Financial Times*, un projet de législation secondaire relatif à l'autorisation de détenir des fractions d'actions dans les ISA serait en cours d'élaboration par le HMT. L'autorité fiscale est donc revenue sur sa jurisprudence en la matière, de sorte à permettre à un plus grand nombre d'épargnants d'accéder à la propriété de titres financiers en investissant de faibles montants. Le gouvernement mise sur ce revirement pour relancer la participation des particuliers aux marchés financiers et le financement des entreprises britanniques par l'épargne nationale.

D'après le *Financial Times*, le gouvernement britannique travailliste compte abandonner l'idée introduite par les conservateurs de créer un produit d'épargne dédié exclusivement à l'investissement en actions d'entreprises cotées au Royaume-Uni. Le projet initial (baptisé *British ISA* et annoncé en mars 2024) prévoyait d'augmenter de 5000 £ le plafond actuel de 20 000 £ de versements défiscalisés à condition qu'ils ne soient investis qu'en actions d'entreprises cotées à Londres, afin de favoriser le financement de l'économie britannique. La décision du gouvernement travailliste interviendrait suite à une mise en garde du HMT par des sites proposant des produits d'épargne sur le risque de complexification et d'illisibilité de la gamme de produits d'investissements de détail. Selon ces plateformes d'investissement, une enveloppe fiscale additionnelle pourrait même dissuader les particuliers d'y recourir.

Le Gouvernement britannique publie un premier appel à contributions dans le cadre de son projet de refonte du secteur des fonds de pensions (*pensions review*). A ce stade, la consultation du gouvernement se concentre spécifiquement sur les régimes à contributions définies (*defined contributions* - DC) liées à l'activité et ceux des collectivités territoriales. L'appel à contributions pose une série de questions précises sur des enjeux comme l'ampleur nécessaire de la consolidation à venir, le rapport qualité-prix des régimes existants et l'investissement des fonds de pensions dans l'économie britannique. En outre, la consultation reprend un appel à contributions conduit par le précédent gouvernement, en matière de consolidation des actifs détenus par les régimes de retraite des administrations territoriales (LGPS).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres @dgtresor.gouv.fr